

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
10 août 2006
Français
Original : anglais

**Lettre datée du 3 août 2006, adressée au Président
du Conseil de sécurité par le Représentant permanent
de la République-Unie de Tanzanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le compte rendu des travaux menés par le Conseil de sécurité sous la présidence de la République-Unie de Tanzanie en janvier 2006 (voir annexe). Ce document a été établi sous ma responsabilité, après consultation avec les autres membres du Conseil de sécurité.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire diffuser le texte de la présente lettre et de son annexe comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
(*Signé*) Augustine P. Mahiga



**Annexe à la lettre datée du 3 août 2006, adressée
au Président du Conseil de sécurité par le Représentant
permanent de la République-Unie de Tanzanie
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Bilan des travaux menés par le Conseil de sécurité
sous la présidence de la République-Unie de Tanzanie
(janvier 2006)**

Introduction

Sous la présidence de la République-Unie de Tanzanie, en janvier 2006, le Conseil de sécurité a tenu 31 séances, dont 17 séances de consultations et un débat public sur la paix, la sécurité et le développement dans la région africaine des Grands Lacs. Il a adopté cinq résolutions et quatre déclarations du Président.

Afrique

République centrafricaine

Le 20 janvier, lors de consultations, les membres du Conseil de sécurité, étant saisis du rapport du Secrétaire général sur la République centrafricaine, ont entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, le général Lamine Cissé, concernant la situation politique, socioéconomique et humanitaire dans le pays, ainsi que sur les plans de la sécurité et des droits de l'homme. Le Conseil a pris note de la légère amélioration enregistrée au niveau économique et en matière des droits de l'homme, et de la persistance de l'insécurité.

Côte d'Ivoire

Dans le cadre de consultations tenues le 17 janvier, les membres du Conseil de sécurité ont entendu un exposé du Secrétaire général adjoint aux opérations de maintien de la paix, Jean-Marie Guéhenno, sur la détérioration de la situation en matière de sécurité en Côte d'Ivoire et sur l'évolution de la situation politique liée à la mise en œuvre de la résolution 1633 (2005). Le Conseil a également examiné le rapport du Secrétaire général sur les activités de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), axé surtout sur les activités de désarmement, de démobilisation et de réintégration, les élections et le renforcement de l'ONUCI.

Le 19 janvier, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/2), par laquelle il a exprimé sa vive préoccupation concernant les troubles que connaissait la Côte d'Ivoire, s'est félicité de l'intervention immédiate du Président Obasanjo et a réitéré son plein soutien au Premier Ministre et au Groupe de travail international.

À sa 5354^e séance, tenue le 24 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1652 (2006), par laquelle il a décidé de proroger jusqu'au 15 décembre 2006 les mandats respectifs de l'ONUCI et des forces françaises qui l'appuient.

République démocratique du Congo

Le 6 janvier, les membres du Conseil ont tenu des consultations, au cours desquelles le Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix, Hédi Annabi, a présenté le vingtième rapport du Secrétaire général sur les activités de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). Le Conseil a également été informé des résultats du référendum constitutionnel qui s'est déroulé les 18 et 19 décembre 2005, auquel ont participé 56 % des électeurs inscrits et au cours duquel 80 % se sont prononcés pour la nouvelle Constitution. Il a été informé de l'insuffisance des ressources disponibles pour faciliter les opérations électorales; des mesures énergiques prises par les forces armées de la République démocratique du Congo, avec l'aide de la MONUC, contre les groupes et les milices armés dans les Kivus et en Ituri; et de la menace que représentaient les groupes armés étrangers, notamment l'Armée de résistance du Seigneur, pour la paix et la sécurité en République démocratique du Congo et dans la région.

Le 25 janvier, le Conseil a adopté une déclaration du Président (S/PRST/2006/4), dans laquelle il a condamné l'attaque d'un détachement de la Mission des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC), survenue le 23 janvier dans le parc national de Garamba, au cours de laquelle huit Casques bleus guatémaltèques avaient trouvé la mort lors d'une opération menée contre des éléments soupçonnés d'appartenir à l'Armée de résistance du Seigneur. Le Conseil a également souligné l'importance de la consultation électorale.

À sa 5360^e séance, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1654 (2006), par laquelle il a prié le Secrétaire général de rétablir le Groupe d'experts visé dans les résolutions 1533 (2004) et 1596 (2005), et s'est déclaré déterminé à surveiller attentivement le respect de l'embargo sur les armes imposé par la résolution 1493 (2003) et élargi par la résolution 1596 (2005).

Éthiopie et Érythrée

Lors de consultations tenues le 9 janvier, les membres du Conseil ont pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur les restrictions toujours imposées à la Mission des Nations Unies en Éthiopie et en Érythrée (MINUEE) et entendu l'exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix sur les diverses options que le Conseil pourrait devoir envisager si ces restrictions persistaient.

Le Conseil a également entendu le compte rendu de son président sur les entretiens qu'il a eus avec les représentants de l'Éthiopie et de l'Érythrée, qui lui ont fait comprendre qu'ils continuaient de placer toute leur confiance en l'ONU pour jouer un rôle de médiateur entre les deux pays pour le règlement de la question de la démarcation de la frontière.

Le Représentant permanent des États-Unis d'Amérique, l'Ambassadeur John Bolton, a informé le Conseil de l'intention de son gouvernement d'envoyer en Éthiopie et en Érythrée une délégation, qui serait dirigée par la Secrétaire d'État adjointe chargée des affaires africaines, Jendayi Fraser, au sujet de la mise en œuvre de l'accord de la Commission du tracé de la frontière et des mesures à envisager pour sortir de l'impasse.

Région des Grands Lacs

Le 27 janvier, le Conseil de sécurité a tenu un débat public au niveau ministériel sur la paix, la sécurité et le développement dans la région des Grands Lacs. La Ministre tanzanienne des affaires étrangères, Asha-Rose Mtengeti-Migiro, a présidé la séance sur les problèmes auxquels la région fait face, à laquelle ont participé 45 représentants, dont 15 ministres venus d'Afrique et d'Europe.

À l'issue du débat, le Conseil a approuvé à l'unanimité la résolution 1653 (2006) en tant que déclaration du Président. Rappelant ses résolutions 1625 (2005) et 1631 (2005), il a invité la communauté internationale à appuyer les efforts déployés au niveau régional pour faire régner la paix, la sécurité et la stabilité dans la région des Grands Lacs; engagé tous les États de la région à mettre un terme aux activités des groupes armés illégaux, et à renforcer et institutionnaliser le respect des droits de l'homme, notamment le respect des droits des femmes, l'état de droit et les pratiques démocratiques; fait valoir l'importance de la Déclaration de Dar es-Salaam et l'urgence de tenir une deuxième conférence internationale à Nairobi; et souligné l'importance que pourrait avoir la Commission de consolidation de la paix dans la région.

Sahara occidental

Lors de consultations tenues le 18 janvier, l'Envoyé personnel pour le Sahara occidental, Peter van Walsum, a informé les membres du Conseil de l'impasse dans laquelle se trouvaient les tentatives de régler la question du Sahara occidental après le rejet du plan Baker par l'une des parties au conflit.

Soudan

Le 13 janvier, le Conseil de sécurité a tenu une séance publique sur le Soudan, suivie de consultations. Les membres du Conseil ont entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, Jan Pronk, sur la mise en œuvre de l'Accord de paix global, en particulier sur la création d'un gouvernement d'unité nationale et d'un gouvernement du Sud-Soudan. L'exposé a surtout porté sur la mise en place des principales commissions et l'adoption d'une législation précise nécessaire à la création des autres commissions. Le Représentant spécial a exprimé l'inquiétude que lui inspirait la tension des relations entre le Soudan et le Tchad.

Les membres du Conseil ont également entendu le médiateur des pourparlers d'Abuja sur le Darfour, Salim Ahmed Salim, qui a appelé de ses vœux des mesures visant à garantir l'efficacité du dispositif créé afin de mettre en œuvre l'Accord de cessez-le-feu humanitaire, notamment grâce à la menace de sanctions, à la reconnaissance du rôle joué par les voisins du Soudan, à la coordination de l'aide des partenaires internationaux et à la mise à la disposition de la Mission de l'Union africaine au Soudan des moyens et des financements voulus.

Asie

Afghanistan

Le 17 janvier, les membres du Conseil de sécurité ont entendu l'exposé du Représentant spécial sortant du Secrétaire général, Jean Arnault, sur la situation en Afghanistan, et pris connaissance du rapport du Secrétaire général sur les activités de la Mission d'assistance des Nations Unies en Afghanistan. Ils ont été informés des violences qui persistaient dans le sud de l'Afghanistan, y compris des attaques perpétrées contre un convoi canadien, au cours desquelles Glen Barry, Directeur politique, avait trouvé la mort. Ils ont également été informés de l'aboutissement du processus de Bonn avec l'inauguration, le 19 décembre 2005, de la nouvelle Assemblée afghane, et du lancement à Londres du Pacte pour l'Afghanistan, programme de consolidation de la paix axé sur la sécurité, la gouvernance, les droits de l'homme, l'état de droit, le développement et la lutte contre les stupéfiants.

À l'issue de la séance, dans une déclaration à la presse, le Conseil a réaffirmé l'importance de la Conférence de Londres sur l'Afghanistan devant se tenir les 31 janvier et 1^{er} février et du Pacte pour l'Afghanistan, qui offrirait un cadre solide pour la prochaine phase de la reconstruction du pays, laquelle serait prise en main par l'Afghanistan et menée avec l'aide de la communauté internationale.

Timor-Leste

Le 23 janvier, les membres du Conseil ont tenu une séance publique sur le Timor-Leste, au cours de laquelle ils ont entendu un exposé du Représentant spécial du Secrétaire général, Sukehiro Hasegawa, sur l'exécution du mandat du Bureau des Nations Unies au Timor-Leste, notamment les préparatifs en vue de transférer les fonctions du Bureau aux organismes des Nations Unies et à d'autres partenaires du développement. Le Représentant spécial a souligné le succès des opérations de maintien de la paix et de consolidation de la paix des Nations Unies, qui avaient reçu le concours de la population timoraise et des dirigeants du pays.

Le Conseil a également entendu le Président timorais, Xanana Gusmão, qui lui a rendu compte du rapport établi par la Commission accueil, vérité et réconciliation, de l'évolution de la situation, ainsi que des problèmes, des besoins et des espoirs de son pays.

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne

Liban

Le 23 janvier, le Président a fait, au nom du Conseil de sécurité, une déclaration (S/PRST/2006/3), par laquelle il a pris note du retrait des forces syriennes du Liban et de la tenue d'élections libres et crédibles et félicité le Gouvernement libanais d'avoir pris des mesures pour rétablir pleinement son autorité sur tout le territoire et déclaré sa volonté d'établir avec la République arabe syrienne des relations diplomatiques complètes et de délimiter la frontière entre les deux pays. Le Conseil a cependant constaté avec regret que d'autres dispositions de la résolution 1559 (2004) n'avaient pas été mises en œuvre.

Le 25 janvier, les membres du Conseil ont entendu un exposé du Sous-Secrétaire général aux opérations de maintien de la paix sur les activités de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), faisant état de la poursuite des actes d'hostilité de part et d'autre de la Ligne bleue.

Le 31 janvier, le Conseil a adopté à l'unanimité la résolution 1655 (2006), par laquelle il a prorogé jusqu'au 31 juillet 2006 le mandat de la FINUL; s'est déclaré très préoccupé par les graves violations de la ligne de retrait et a demandé instamment aux parties d'y mettre fin; et a également demandé au Gouvernement libanais d'étendre son autorité dans tout le sud du pays.

Le 31 janvier, lors d'une réunion publique d'information, suivie de consultations, la Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques, Angela Kane, a informé les membres du Conseil que le Secrétaire général envoyait une équipe au Liban qui aurait pour mission d'étudier la possibilité de créer un tribunal chargé de juger toutes les personnes soupçonnées d'avoir participé à des actes terroristes graves au Liban.

Commission d'enquête internationale indépendante

Le 13 janvier, le Président a fait une déclaration à la presse, au nom des membres du Conseil, saluant la décision du Secrétaire général de nommer Serge Brammertz à la tête de la Commission d'enquête internationale indépendante sur l'assassinat de l'ancien Premier Ministre Rafik Hariri, ainsi que le travail remarquable accompli par son prédécesseur, Detlev Mehliis. Lors de l'exposé qu'elle a fait le 31 janvier, la Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques a informé les membres du Conseil que M. Brammertz était arrivé à Beyrouth pour y entamer sa mission.

La situation au Moyen-Orient

Le 31 janvier, lors d'une séance publique suivie de consultations, la Sous-Secrétaire générale aux affaires politiques a informé les membres du Conseil de la situation au Moyen-Orient, y compris de la question palestinienne.

Europe

Géorgie

Le 26 janvier, le Conseil de sécurité a tenu une séance privée suivie de consultations sur la situation en Géorgie. Au cours de la séance privée, les membres du Conseil ont entendu l'exposé de la Représentante spéciale du Secrétaire général, Heidi Tagliavini, sur la situation en Abkhazie (Géorgie) et sur les activités de la Mission d'observation des Nations Unies en Géorgie (MONUG). Elle a notamment informé les membres du Conseil de la proposition avancée par l'Abkhazie d'ouvrir un Bureau des droits de l'homme, proposition dont a été saisie la MONUG, et a évoqué la question de l'insécurité dans le district de Gali, qui n'était toujours pas réglée, et la visite du Secrétaire général à Tbilissi ainsi que son entrevue avec le Président Saakashvili. L'Envoyé spécial du Président de la Géorgie, Irakli Alasania, a fait une déclaration, suivi par le représentant de la Fédération de Russie. Les membres du Conseil ont ensuite entamé des consultations pour étudier le rapport du Secrétaire général sur la situation en Géorgie.

Le 31 janvier, les membres du Conseil ont adopté à l'unanimité la résolution 1656 (2006), prorogeant jusqu'au 31 mars 2006 le mandat de la MONUG.

Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe

Lors d'une réunion d'information publique tenue le 16 janvier, le Conseil de sécurité a entendu le Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), le Ministre belge des affaires étrangères, Karel de Gucht, sur les activités de l'OSCE complétant celles de l'ONU, qui a souligné les priorités de l'Organisation sous la présidence belge, notamment la promotion de l'état de droit dans toute la région de l'OSCE, l'amélioration des systèmes pénitentiaires et de l'accès à la justice et la lutte contre la criminalité internationale. Il incombait aussi à l'OSCE de jouer le rôle qu'on attendait d'elle dans la décision sur le futur statut du Kosovo.

Questions diverses

Bureaux des organes subsidiaires

Le 4 janvier, le Président a annoncé que le Conseil de sécurité s'était entendu sur la composition de tous les bureaux des organes subsidiaires du Conseil, à l'exception du Groupe de travail sur la documentation et les autres questions de procédure et du Groupe de travail sur les questions générales relatives aux sanctions, à propos desquels les consultations se poursuivaient.

Le 31 janvier, il a été convenu que le Président du Groupe de travail sur la documentation et les autres questions de procédure remplirait ses fonctions jusqu'au 30 juin 2006, et que cet arrangement aurait un caractère expérimental. En juin, il serait procédé à un examen pour décider si le mandat de la présidence devrait être régi à nouveau selon la pratique établie (changement tous les mois sous la présidence tournante du Conseil), être d'une durée de six mois, ou, comme dans le cas d'autres groupes de travail, d'une durée de 12 mois.

Groupe de travail sur les tribunaux

À la demande du Président du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, le juge Fausto Pocar, le Président du Conseil de sécurité a réuni le 20 janvier le Groupe de travail du Conseil de sécurité sur les tribunaux. Le Groupe de travail a débattu de la possibilité de modifier le Statut du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie pour permettre à un quatrième juge de suivre, dans chacune des trois chambres, les procès d'envergure à venir, qui seraient des affaires groupées, afin de mener à bien la stratégie de fin de mandat du Tribunal.

La demande présentée par le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie a été débattue en profondeur par les membres du Groupe de travail, qui ont demandé plusieurs éclaircissements au Président du Tribunal. Le Président a informé le Groupe de travail de l'amendement qui serait nécessaire pour nommer trois juges. Les membres du Groupe de travail ont trouvé l'idée intéressante puisqu'elle permettrait au Tribunal de gagner du temps et de réduire ses dépenses.

Le Groupe de travail a décidé que l'article 12 du Statut du Tribunal devrait être amendé pour faire apparaître ces nouveaux changements. Le Bureau des affaires juridiques devrait s'occuper de coordonner avec le Tribunal la rédaction de

l'amendement exact qui devrait être présenté au Conseil de sécurité afin qu'il l'approuve sous forme d'une résolution à cet effet. L'Assemblée générale serait amenée à en approuver en temps utile les incidences sur le budget-programme.

Commission de consolidation de la paix

Donnant suite à la résolution 1646 (2005), par laquelle il a décidé que deux de ses membres non permanents seraient nommés chaque année au Comité d'organisation de la nouvelle Commission de consolidation de la paix, en plus de ses membres permanents qui en sont membres d'office, le Conseil de sécurité a choisi à l'unanimité, le 13 janvier, de nommer le Danemark et la République-Unie de Tanzanie pour un mandat d'un an se terminant le 31 décembre 2006.
